

Procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal tenue le **24 janvier 2024**, en présentiel, à la salle du conseil, située au 18, rue Chartier, La Patrie.

Sont présents à cette séance :

Monsieur Richard Blais, conseiller # 1 – ARRIVÉ À 18 H 32
Madame Geneviève Guilbert, conseillère # 2
Madame Hélène Côté, conseillère # 3 - ARRIVÉE À 18 H 29
Monsieur Paul Olsen, conseiller # 5
Monsieur Philippe Delage, conseiller # 6

Est absent :

Poste Vacant, conseillère # 4

Formant quorum sous la présidence de Madame la Mairesse, Johanne Delage. Monsieur Antoine Prévost, directeur général, greffier-trésorier et Madame Marie-France Gaudreau, directrice générale adjointe et greffière-trésorière assistent également à la séance en présentiel.

Les membres présents forment le quorum.

1. Ouverture de la séance et vérification du quorum :

Le quorum étant constaté, la séance est ouverte à 18 H 15 par Madame la Mairesse, Johanne Delage, de la Municipalité de La Patrie. Marie-France Gaudreau, directrice générale adjointe, fait fonction de secrétaire.

La séance est publique.

2. Adoption de l'ordre du jour

1. **Ouverture de la séance et vérification du Quorum ;**
2. **Adoption de l'ordre du jour ;**
3. **Suivi et approbation des procès-verbaux du 5 et 19 décembre 2023 ;**
4. **Rapport des membres du conseil municipal**
5. **Période de questions**
6. **Rapport du service incendie**
 - 6a Recommandation d'embauche d'un pompier recruté à temps partiel ;
 - 6b Équipements de protection individuelle ;
 - 6c Remboursement du rétroactif administratif – Pompier # 1159 ;
7. **Rapport réseau routier, eaux, égouts et bâtiments**
 - 7a Résolution – Nouvelle programmation de travaux TECQ 2019-2024 numéro 4 ;
 - 7b Étude FRR4 – Lieux de dispositions des boues de fosses septiques
8. **Législation ;**
 - 8a Dépôt - Démission de Madame Chantal Lacoursière au poste de conseillère numéro 4 ;
 - 8b Adoption du Règlement 153-24 remplaçant le R147-23 sur la gestion des matières résiduelles, recyclables et organiques ;
 - 8c Adoption du Règlement 155-24 relatif à l'entretien des systèmes de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet d'une résidence isolée ;
 - 8d Adoption du règlement 154-24 fixant les taux des taxes et tarifications 2024 ;

8e Dépôt du rapport concernant le Règlement 101-18 sur la gestion contractuelle ;

9. Développement et projets spéciaux ;

10. Administration

- 10a Rapport du directeur général et greffier-trésorier ;
- 10b Dépôt – Réponse du comité d'évaluation – Municipalité amie des enfants ;
- 10c Dépôt – retour de compost pour les municipalités;
- 10d Annuaire des Subventions au Québec édition 2024 ;
- 10e Dépôt – prévision budgétaire – Travaux chemin Quatre Mille 2024 ;
- 10f Défi- château de neige – offre de cadeaux ;
- 10g Campagne de l'Association pulmonaire du Québec « Villes et municipalités contre le radon » ;
- 10h Proclamation de la *journée nationale de promotion de la santé mentale positive*;
- 10i Invitation – Démarche de concertation pour le développement des sentiers pédestres en Estrie ;
- 10j Invitation – Hydro-Québec – Webinaire pour les administrations municipales sur le contexte énergétique au Québec ;
- 10k Invitation au Rendez-vous Climat Agir pour la santé de nos communautés – CRE Estrie ;
- 10L Entériner Invitation – Grande rencontre ruralité – Corporation de développement communautaire du HSF ;
- 10m Adhésion au réseau – Rues principales ;
- 10n Comité du 150^e – Besoins financiers ;
- 10o Autorisation – fin de la compensation employée # 1030 ;
- 10p Invitation atelier sur le bien-être et la résilience ;

11. Urbanisme

- 11a Estimation – Finalisation du plan de zonage et réalisations ;

12. Agent de développement

- 12a Dépôt – Rapport de l'agent de développement ;

13. Loisirs, culture et bibliothèque

- 13a École Notre-Dame-de-Lorette – Demande de gratuité Abri-bois ;
- 13b Subvention pour activités sportives dans le HSF ;

14. Dépôt de la correspondance

15. Correspondance à répondre

16. Varia

17. Présentation des comptes

18. Rapport de la mairesse

19. Période de questions

20. Fermeture de la séance

Attendu que les membres du conseil ont pris connaissance de l'ordre du jour ;

En conséquence,

Il est proposé par Madame Geneviève Gilbert

Et résolu par les membres du conseil qui assistent à la séance que la présente résolution soit adoptée et qu'elle statue et décrète ce qui suit :

Que l'ordre du jour est adopté tel que déposé aux membres du conseil.

2024-01-002

Résolution adoptée à l'unanimité.

3. Suivi et approbation des procès-verbaux du 5 décembre, 19 décembre 2023 ;

Attendu que les membres du conseil avaient reçu une copie des procès-verbaux du 5 et 19 décembre 2023 ;

Attendu que les procès-verbaux doivent être approuvés par les membres du conseil qui étaient présents les 5 et 19 décembre 2023 ;

En conséquence,

Il est proposé par Madame Geneviève Gilbert

Et résolu par les membres du conseil qui assistent à la séance que la présente résolution soit adoptée et qu'elle statue et décrète ce qui suit :

Que les membres du conseil municipal renoncent à la lecture des procès-verbaux du 5 et 19 décembre 2023.

2024-01-003 Résolution adoptée à l'unanimité.

4. Rapport des membres du conseil municipal ;

Aucun rapport des membres du conseil

5. Période de questions

Le directeur général ainsi que son adjointe répondent aux diverses questions concernant :

- Le règlement de taxation
- Le règlement sur les collectes.

MADAME HÉLÈNE CÔTÉ LAMBERT PREND PLACE À LA SÉANCE À 18 H 29.

6. Rapport du service incendie

- a. **Recommandation d'embauche d'un pompier recruté à temps partiel ;**

REPORTÉ

- b. **Équipements de protection individuel ;**

REPORTÉ

- c. **Remboursement du rétroactif administratif – Pompier # 1159 ;**

REPORTÉ

7. Rapport réseau routier, eaux, égouts et bâtiments ;

Dépôt du rapport du directeur de voirie.

- a. **Résolution – Nouvelle programmation de travaux TECQ 2019-2024 numéro 4 ;**

REPORTÉE

- b. **Étude FRR4 – Lieux de dispositions des boues de fosses septiques ;**

REPORTÉE

8. Législation

a. Dépôt - Démission de Madame Chantal Lacoursière au poste de conseillère numéro 4 ;

Madame Chantal Lacoursière a remis sa démission écrite en date du 5 décembre par courriel et signé en personne le 6 décembre 2023 à 13 h 30 au directeur général et greffier-trésorier de la municipalité et son mandat prend fin à la date de la transmission de cet écrit.

Le greffier-trésorier dépose cet écrit au conseil à la première séance qui suit sa transmission tel l'article 316 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* le mentionnent.

Le greffier-trésorier constate la vacance d'un poste et en avise séance tenante le conseil étant la première séance qui suit la démission conformément à l'article 333, L.E.R.M.

Le président d'élection sera Monsieur Antoine Prévost, directeur général et greffier-trésorier et doit dans les 30 jours de l'avis de vacance de la combler par une élection partielle, selon le cas, fixer le jour du scrutin parmi les dimanches compris dans les quatre mois de l'avis ou de la décision comme l'article 339 L.E.R.M.

MONSIEUR RICHARD BLAIS PREND PLACE À LA SÉANCE À 18 H 32.

b. Adoption du Règlement 153-24 remplaçant le R147-23 sur la gestion des matières résiduelles, recyclables et organiques ;

ATTENDU QUE ce conseil juge opportun d'adopter un règlement sur la gestion des matières résiduelles, recyclables, organiques pour encadrer les collectes ;

ATTENDU QU' une copie du présent règlement a été remise aux membres du conseil municipal au plus tard deux jours juridiques avant la présente séance ;

ATTENDU QUE tous les membres présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à sa lecture ;

ATTENDU QUE l'avis de motion du présent règlement a été dûment donné lors de la séance ordinaire du conseil tenue le 5 décembre 2023 et que le projet de règlement a été déposé à cette même séance.

À CES CAUSES

IL EST PROPOSÉ PAR Madame Hélène Côté Lambert
APPUYÉE PAR Madame Geneviève Gilbert

ET RÉSOLU QUE le règlement numéro 153-24 et remplaçant le R147-23 sur la gestion des matières résiduelles, recyclables, organiques pour encadrer les collectes soit

adopté et qu'il soit ordonné et statué par ce règlement ce qui suit :

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 ABROGATION DE RÈGLEMENTS ANTÉRIEURS

Le présent règlement abroge tous les règlements et articles antérieurs à ce sujet.

1.2 PRÉAMBULE

Le préambule du présent règlement fait partie intégrante de celui-ci.

1.3 OBJET DU RÈGLEMENT

Le présent règlement a pour objet de maintenir la propreté et l'esthétisme des voies et lieux publics, de réduire la quantité annuelle de matières résiduelles envoyées à l'enfouissement, de bonifier la quantité annuelle de matières recyclables et compostables et d'encadrer les contenants admissibles à la collecte, les matières admissibles et les conditions de collecte.

1.4 CHAMP D'APPLICATION

Le présent règlement s'applique sur l'ensemble du territoire la Municipalité de La Patrie et s'applique aux propriétaires ou occupants des immeubles résidentiels, commerciaux, agricoles et industriels.

1.5 DÉFINITIONS

« **Appareils électroniques et informatiques** » : Appareils provenant d'usage domestique ou commercial. Il s'agit notamment des téléviseurs, ordinateurs, claviers, souris, téléphones, imprimantes, photocopieurs, consoles de jeux, chargeurs, caméras (web, vidéo, photo), cellulaires, radios AM/FM/réveil, modems, disques durs, graveurs, GPS, lecteurs DVD, lecteurs MP3, numériseurs, projecteurs, téléavertisseurs et télécopieurs.

Autres Matières organiques : Matières issues de la préparation et de la consommation de nourriture et de biens périssables, telles que les papiers et cartons souillés par des matières alimentaires, les papiers essuie-tout et serviettes de table, sachet de thé et filtre à café.

Bac brun : Contenant sur roues de couleur brune, de plastique rigide, conçu et utilisé spécifiquement pour recevoir des matières organiques, fermé et étanche, d'une capacité de 240 litres à 360 litres, muni d'une prise de type européenne pour la collecte mécanisée.

Bac de recyclage : Contenant bleu sur roues, de plastique rigide, conçu et utilisé spécifiquement pour recevoir des matières recyclables d'une capacité de 360 litres en plastique et avec une prise de type européenne, utilisé spécifiquement pour la collecte des matières recyclables et fourni aux citoyens par la Ville.

Bac roulant : Contenant sur roues, de plastique rigide, d'une capacité de 120, 240 ou 360 litres, avec prise de type européenne, et contenant sur roues, de plastique rigide, d'une capacité de 1 100 litres servant à la collecte mécanisée des matières résiduelles, recyclables ou organiques selon les couleurs suivantes :

- Déchets : noir, gris ou vert;
- Matières recyclables : bleu (exclusivement);
- Matières organiques : brun (exclusivement).

Centre de tri : Désigne un lieu où les matières recyclables sont traitées.

Chemin privé : Voie de circulation n'appartenant pas à la Municipalité ou au Gouvernement du Québec et permettant l'accès véhiculaire à une ou plusieurs habitations résidentielles.

Chemin public : Voie de circulation appartenant à la Municipalité ou au Gouvernement du Québec et permettant l'accès véhiculaire aux propriétés et aux chemins privés qui en dépendent.

Collecte : Opération qui consiste à ramasser en bord de rue les matières déposées dans les contenants, de les charger dans des camions prévus à cet effet et de les transporter vers un site approprié pour leur disposition.

Collecte des encombrants : Collecte qui consiste à transporter les encombrants vers un site approprié.

Collecte manuelle : Collecte à main d'homme, sans l'aide d'un système mécanisé.

Collecte mécanique ou mécanisée : Un mode d'enlèvement des matières résiduelles qui ne nécessite pas de manipulations de la part d'une personne employée par l'entrepreneur. La levée des contenants de matières résiduelles est effectuée à l'aide d'un bras mécanisé ou à l'aide d'un verseur mécanique.

Collecte semi-mécanisée : Mode d'enlèvement des matières résiduelles qui nécessite certaines manipulations de la part d'une personne employée par l'entrepreneur. D'une part, la prise et la vidange du contenant peuvent se faire manuellement et d'autre part, la levée du contenant peut se faire mécaniquement à l'aide d'un verseur mécanique (ou autre dispositif de transvidage).

Collecte sélective ou collecte des matières recyclables : Action qui consiste à prendre les bacs de recyclage autorisés situés au point de collecte des unités d'occupation à desservir et à charger leur contenu de matières recyclables dans des camions prévus à cet effet, complètement fermés, et de les transporter au site de traitement autorisé en vue de leur conditionnement.

Collecte des résidus verts : Action d'enlever ou de vider les contenants à feuilles mortes situés au point de collecte des unités d'occupation à desservir, de les charger dans des camions prévus à cet effet, complètement fermés, et de les

transporter vers un centre de traitement autorisé pour leur valorisation.

Collecteur : Mandataire de l'opération de la collecte des matières résiduelles, recyclables, organiques ou des encombrants.

Compostage : Méthode de valorisation de certains résidus organiques domestiques.

Contenant : Réceptacle recevant des matières résiduelles, comme un sac, une poubelle de 100L ou un bac roulant.

Contaminant : Désigne une matière solide, liquide ou gazeuse, un micro-organisme, un son, une vibration, un rayonnement, une chaleur, une odeur, une radiation ou toute combinaison de l'un ou l'autre susceptible d'altérer de quelque manière la qualité de l'environnement.

Conteneur : Récipient de métal ou de plastique, à chargement avant ou arrière, ou semi-enfoui, destiné au dépôt des matières résiduelles, muni d'un dispositif permettant la levée mécanique et ayant une capacité de 1 vg3 ou plus.

Déchets : Les produits résiduaires solides à 20°C, combustibles ou non, provenant de l'activité des ménages et des établissements commerciaux et industriels. Il s'agit de toute matière ne pouvant être intégrée dans un processus de récupération, de recyclage, de valorisation ou de compostage et qui est vouée à l'élimination.

Écocentre : Lieu de dépôt principalement axé sur la valorisation et le recyclage. Il peut recevoir les déchets domestiques dangereux, les encombrants et autres matériaux acceptés selon les opérateurs du site.

Encombrant : Matière résiduelle solide trop volumineuse pour être disposée dans les contenants autorisés lors des collectes municipales et qui excède généralement un (1) mètre de longueur ou pèsent plus de 25kg. D'origine domestique, il s'agit notamment de mobilier, matelas, jeux, chaises, divans, tapis et toiles coupés et attachés.

ICI : Unités d'occupation exerçant des usages de nature industrielle, commerciale ou institutionnelle.

Levée : Action de saisir un contenant admissible, tel un conteneur ou un bac roulant, manuellement ou à l'aide d'un verseur mécanique et d'en vider le contenu dans un camion.

Matières compostables : Toute matière organique décomposable.

Matières recyclables : Tout résidu qui peut être recyclé conformément à la charte des matières recyclables de la collecte sélective du Québec.

Matières organiques : Matières résiduelles de sources animales ou végétales ou produites par des êtres vivants, qui se putréfient et se décomposent sous l'action de

microorganismes. Les principales catégories de matières organiques sont les résidus alimentaires, certains résidus verts et autres matières décomposables (tels que le papier et le carton souillés par des résidus alimentaires), excluant le bois, les branches, les arbres de Noël.

Matières recyclables : Matières jetées après avoir rempli leur but utilitaire, mais qui peuvent être réemployées, recyclées ou valorisées pour un nouvel usage ou pour le même usage qu'à leur origine ; comprends notamment le papier, le carton, le plastique récupérable, le verre et les métaux.

Matières résiduelles : Terme général, comprenant les matières périmées ou rebutées, résidus issus d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation ou plus généralement toute matière abandonnée ou rejetée par les ménages, les industries, les commerces ou les institutions, et qui peuvent être mise en valeur ou conditionnée pour d'autres usages. De façon non limitative, elles comprennent l'ensemble des matières organiques, matières recyclables, résidus verts, feuilles mortes et déchets.

Matériaux secs : Matériaux ou résidus de construction, de rénovation, de démolition incluant, de façon non limitative, bois tronçonné, métal, gravats et plâtras, pièces de béton et de maçonnerie, morceaux de pavage, brique, tuyaux, tuiles de céramique, terre, tourbe, roche, résidus broyés ou déchiquetés qui ne sont pas fermentescibles et qui ne contiennent pas de matières dangereuses, ou tout autres débris de même nature.

Municipalité de La Patrie

Occupant : Le propriétaire, l'usufruitier, le locataire ou toute autre personne physique ou morale qui occupe à un autre titre une unité d'occupation d'où proviennent des matières résiduelles, recyclables, organiques ou encombrantes.

Officier responsable : L'officier responsable d'appliquer la réglementation municipale, soit l'inspecteur en bâtiment et en environnement ou tout autre employé de la Municipalité nommé par résolution du conseil municipal.

Ordures ménagères : Les ordures ménagères incluent toutes matières non recyclables, non compostables et non dangereuses qui sont destinées à l'élimination dans un lieu d'enfouissement technique et qui sont conformes au Règlement sur l'enfouissement et à l'incinération des matières résiduelles (c.Q-2, r.19) contenue dans la Loi sur la qualité de l'environnement, mais excluant les résidus verts et les encombrants, les matériaux secs et/ou matériaux de construction.

Organibac : Bac roulant de couleur brune, de plastique rigide, conçu et utilisé spécifiquement pour recevoir des matières organiques, fermé et étanche, d'une capacité de 240 litres à 360 litres, muni d'une prise de type européenne pour la collecte mécanisée et fourni aux citoyens par la Municipalité ou la Ville.

Produits électroniques : Tout ordinateur, portable, poste de radio, téléviseur, téléphone portable, appareil photo et console de jeux. Tout déchet pouvant être collecté par l'Association pour le Recyclage des produits électroniques (ARPE Québec).

Propriétaire : Toute personne propriétaire d'une unité d'habitation, d'un commerce ou d'une industrie sur le territoire de la Municipalité.

Résidus alimentaires : Matières issues de la préparation et de la consommation de nourriture et de biens périssables, d'origine végétale et animale, telles que les résidus de fruits et légumes, oeufs et leurs coquilles, pâtes alimentaires, produits laitiers, pains et céréales, résidus de pâtisserie, résidus de viandes et de poissons, écales de noix, aliments périmés sans emballage, os, feuille de thé et café.

Résidus de construction et de démolition : Tout déchet produit par des activités résidentielles ou commerciales et de démolition (CRD), de construction, de rénovation et de démolition d'une structure.

Résidus domestiques dangereux (RDD) : Tout produit dangereux à usage domestique courant possédant les caractéristiques des matières dangereuses. Tout résidu qui a les propriétés d'une matière dangereuse (lixivable, inflammable, toxique, corrosive, explosive, comburante ou radioactive) ou qui est contaminé par une telle matière, qui présente un danger pour la santé ou l'environnement, qu'il soit sous forme solide, liquide ou gazeuse, et qui ne doit pas être éliminé avec les déchets. Comprend, sans s'y limiter, les batteries et les piles, les huiles à moteur, les huiles hydrauliques et les huiles végétales, les médicaments, les pilules, les seringues et autres produits biomédicaux, les aérosols, les antigels, les bonbonnes de gaz comprimés de tout genre, les décapants, les pesticides, les peintures, les armes et munitions, l'essence, les pneus usés, etc. le tout étant à usage résidentiel seulement.

Résidus ultimes : Qui résulte du tri, du conditionnement et de la mise en valeur des matières résiduelles et qui n'est plus susceptible d'être traité dans les conditions techniques et économiques disponibles pour en extraire la part valorisable ou en réduire le caractère polluant ou dangereux. Les résidus ultimes sont les résidus qui ne sont acceptés ni dans le bac bleu, ni dans le compostage, ni à l'écocentre. Ils sont placés dans le bac vert et destinés à l'élimination.

Résidus verts : Résidus de nature végétale associés à l'entretien des terrains, aux activités de jardinage et de désherbage, tels que les rognures de gazon, les herbes, les plants de fleurs ou de légumes, les fruits tombés des arbres et les citrouilles, excluant les branches, les arbres de Noël et les feuilles mortes.

Responsable désigné : Le gestionnaire du Service intermunicipal LSHLC ou tout entrepreneur responsable de la collecte sur le territoire de la Municipalité de La Patrie.

Unité d'occupation : Toute maison unifamiliale, incluant les chalets, chacun des logements d'une maison à logements multiples, chacun des logements d'une garçonnière, chacun des logements ou appartements d'une conciergerie, les chambres d'une maison de chambres, les places et bureaux d'affaires, un commerce, une industrie, une église, une école ou autre institution, un édifice public ou municipal, un édifice gouvernemental, un condominium, une exploitation agricole enregistrée, une maison mobile ou une roulotte.

Unité d'occupation résidentielle : Chaque habitation unifamiliale isolée, jumelée, en rangée, chaque maison mobile ou chalet, chaque habitation bifamiliale, trifamiliale, multifamiliale, chaque logement d'un immeuble à logements, chaque chambre d'une maison de chambres ou chaque condominium, identifié comme tel au rôle d'évaluation.

Unité d'occupation mixte : Chaque local commercial et chaque logement d'un immeuble comportant un ou des commerce(s) au rez-de-chaussée et un ou des logement(s) résidentiel(s) à l'étage.

Valorisation : toute opération visant par le réemploi, le recyclage, le traitement biologique, dont le compostage et la biométhanisation, l'épandage sur le sol, la régénération ou par toute autre action qui ne constitue pas de l'élimination, à obtenir à partir de matières résiduelles des éléments ou des produits utiles ou de l'énergie.

Municipalité : Municipalité de La Patrie

1.6 OFFICIER RESPONSABLE

L'officier responsable de l'administration du présent règlement est l'inspecteur en bâtiment et en environnement ou tout employé municipal nommé par résolution du conseil municipal ou son représentant.

1.7 DOMAINE D'APPLICATION ET TERRITOIRE ASSUJETTI

Le présent règlement s'applique aux personnes physiques et morales de droit public ou de droit privé et le territoire assujetti est le territoire de la Municipalité de La Patrie.

1.8 CONTENANT NON RAMASSÉ

Le responsable et/ou, l'entrepreneur désigné peut refuser de ramasser un contenant non conforme au présent règlement ou dont l'état est tel que sa manipulation peut porter atteinte à sa sécurité et à celle de ses employés ou que le contenu doit être ramassé à la main.

Les contenants ne seront pas vidés s'ils sont inaccessibles de la rue ou s'ils contiennent des matières non conformes au présent règlement.

Lorsque l'enlèvement des matières résiduelles n'est pas effectué à la date prévue, l'occupant doit remettre le contenant à son lieu d'entreposage et faire rapport au Service des travaux publics.

1.9 PROPRIÉTÉ DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

Jusqu'au moment de leur collecte, les matières résiduelles provenant d'une unité d'occupation demeurent la propriété de l'occupant qui a l'entière responsabilité de s'assurer que les bacs et les contenants ne soient pas déplacés, ouverts ou renversés et que les matières résiduelles ne soient pas éparpillées. Au moment de leur collecte par le responsable désigné, les matières résiduelles deviennent la propriété de la Municipalité de La Patrie.

1.10 FOUILLE DANS LES CONTENANTS

Il est interdit à toute personne, y compris le responsable désigné, de renverser ou de fouiller dans un contenant ou conteneur destiné à la collecte. Cependant, la Municipalité de La Patrie se réserve le droit de vérifier périodiquement le contenu des bacs et des contenants.

1.11 DÉPÔT SAUVAGE

Il est interdit de déposer ou de jeter des matières résiduelles dans les rues, chemins publics ou privés, places publiques, terrains vagues ou en partie construits.

1.12 PARTICIPATION OBLIGATOIRE

Toute unité d'occupation doit participer au programme de collectes municipales à partir de l'année 2024. Dans le cas où des unités d'occupation autres que résidentielle (commercial, industriel, institutionnelle), celle-ci peut utiliser un service privé de collecte pour ses matières résiduelle, la municipalité de La Patrie ne chargera pas les frais pour l'année 2024 même si elle offre le service. Par contre, le commerce utilisant des services privés d'ordures devra utiliser les services municipaux pour le recyclage et le compost.

Afin de maximiser les efforts pour la valorisation des différentes matières résiduelles, les citoyens ont le devoir de procéder à la disposition de celles-ci de manière efficace. Toute unité d'occupation desservie doit séparer les matières recyclables, les matières organiques incluant les feuilles mortes et les résidus verts des déchets, afin d'en disposer selon les dispositions le présent règlement.

1.13 SERVICE DE COLLECTE

En début d'année, la Municipalité fait paraître un calendrier indiquant les horaires des cueillettes.

Lorsque la collecte ne peut être effectuée en raison d'un jour férié, celle-ci doit s'effectuer en principe, le lendemain ou la veille. La Municipalité avisera les usagers dans ces cas.

CHAPITRE 2 : COLLECTE DES MATIÈRES RECYCLABLES

2.1 PARTICIPATION OBLIGATOIRE À LA COLLECTE DES MATIÈRES RECYCLABLES

Toute unité d'occupation doit participer au programme municipal de collecte des matières recyclables selon les dispositions stipulées du présent règlement.

2.2 BACS ET CONTENEURS AUTORISÉS

Seuls les bacs roulants ou conteneurs sont acceptés pour la collecte en porte à porte. La Municipalité de La Patrie se réserve le droit de ne pas collecter les conteneurs ou les bacs roulants ou toutes autres matières résiduelles placées à côté des bacs qui ne respectent pas le présent règlement.

a) Les bacs roulants

Pour la collecte porte à porte, les bacs devront être mis à l'entrée de la propriété, à 3 mètres maximum du bord de la chaussée et de façon à ne pas nuire à la circulation. La poignée du bac doit être placée face à la résidence.

Nonobstant l'alinéa précédent, et dans le cas de chemins privés ou de propriétés difficilement accessibles, particulièrement en hiver, les bacs roulants peuvent être conservés à un endroit situé près du chemin public, déposés sur une surface plane et à niveau, à une distance de 3 mètres de la voie carrossable d'une rue. Cet endroit doit être choisi de façon à ne pas nuire à la circulation ni aux personnes qui ont à se diriger vers l'unité. Tout bac endommagé ne sera pas ramassé par le service de collecte. L'occupant doit s'assurer du bon état des bacs.

a) Couleurs de bacs pour les différentes collectes

Afin d'éviter toute problématique lors des différentes collectes, seule la couleur du bac est bleue.

En tout temps, un bac modifié ou peinturé ne sera collecté.

2.3 MATIÈRES RECYCLABLES ACCEPTÉES

Les matières recyclables acceptées à la collecte municipale comprennent notamment le papier, carton, plastique récupérable, verre, métal récupérable, et plus précisément (liste non exhaustive) :

- a) Papier : courrier, papier blanc, sac de papier brun, papier de couleur, annuaire téléphonique, magazine, circulaire, journal;
- b) Carton : boîte de carton ondulé ou plat, boîte de céréales, boîte d'oeufs, carton de lait;
- c) Verre : contenants de verre, pots et bouteilles transparents et de couleur;
- d) Plastique mou : sac de plastique, sac de pain;
- e) Plastique rigide : contenants divers recyclables, jus, margarine, crème glacée, yaourt, bouteille de shampoing;
- f) Métaux ferreux et non ferreux : boîte de conserve, canette, papier et articles en aluminium.

2.4 MATIÈRES PROHIBÉES

Les matières prohibées lors de la collecte municipale des matières recyclables sont notamment les suivantes (liste non exhaustive) :

- a) Plastique non recyclable, tel que le plastique #6, styromousse, cellophane, emballage de plastique non recyclable, jouet en plastique, mobilier en plastique, toile de piscine, sac de croustilles;
- b) Plastique ciré, tel que les sacs de céréales;
- c) Contenant souillé de RDD, tel que les contenants d'huile à moteur, contenants de peinture, chaudières de chlore, contenants pressurisés (ex. : aérosol);
- d) Porcelaine et céramique;
- e) Vitre (verre plat), cristal, pyrex, miroir;
- f) Ampoule, tube fluorescent;
- g) Carton ciré;
- h) Papier carbone;
- i) Papier et carton souillé, tel que les essuie-tout, papier mouchoir, boîte à pizza;
- j) Poterie;
- k) Appareils électriques;
- l) Appareils électroniques et informatiques (TIC);
- m) Pièces d'automobiles et de bicyclettes;
- n) Corde et filet, tel qu'une corde à linge;
- o) Textile (vêtements) et chaussures;
- p) Résidus verts;
- q) Déchets, tels que décrits à l'article 5.11 du présent règlement;
- r) Déchets liquides, de quelque nature que ce soit;
- s) Résidus domestiques dangereux (RDD);
- t) Matériaux secs ou résidus de construction, rénovation et démolition;
- u) Pneu.

2.5 PRÉPARATION DES MATIÈRES RECYCLABLES

Les matières recyclables doivent être disposées dans le bac de recyclage.

Aucune matière ne doit dépasser du bac roulant afin que le couvercle puisse être fermé en tout temps. Les matières recyclables situées à l'extérieur du bac roulant, à l'exception des surplus de carton, ne seront pas collectées, puisqu'il s'agit d'une collecte mécanisée.

Tout récipient de verre, de plastique ou de métal destiné à la collecte des matières recyclables doivent être vidés de son contenu et nettoyés. Il n'est pas nécessaire d'enlever les étiquettes.

Le papier et le carton destinés à la collecte des matières recyclables doivent être propres et exempts de toute matière organique ou autres souillures. Les boîtes de carton doivent être coupées ou pliées et déposées dans le bac de recyclage, ne laissant rien dépasser, couvercle fermé. Seuls les surplus de carton sont tolérés à l'extérieur du bac.

CHAPITRE 3 : COLLECTE DES MATIÈRES ORGANIQUES

3.1 PARTICIPATION OBLIGATOIRE À LA COLLECTE DES MATIÈRES ORGANIQUES

Toute unité d'occupation doit participer au programme municipal de collecte des matières organiques, selon les

dispositions du présent règlement et du secteur ou territoire décidé par le conseil municipal.

3.2 Bac fourni par la Ville

Seuls les bacs roulants fournis par la Municipalité de La Patrie aux citoyens sont autorisés pour la collecte des matières organiques par le responsable désigné. Il s'agit de bacs roulants de couleur brune, d'un volume jusqu'à 360 litres. Ils sont munis d'une prise de type européenne (système d'ancrage) pour la levée mécanisée.

3.3 COLLECTE DU COMPOSTAGE – BAC BRUN

Seules les matières compostables contenues dans des bacs roulants bruns (couleur originale, non peint) de 240 litres ou 360 litres sont collectées par la Municipalité lors de la collecte porte-à-porte des matières compostables destinées au centre de compostage.

3.4 MATIÈRES ORGANIQUES ACCEPTÉES

Les matières organiques acceptées à la collecte municipale sont des produits résiduels provenant de l'activité des ménages et des ICI. Elles sont regroupées en deux catégories, soit les résidus alimentaires et les autres matières organiques décomposables, comprenant notamment (liste non exhaustive) :

Résidus alimentaires

- a) Résidus de cuisine et de préparation des aliments (retirés de leur emballage);
- b) Fruits et légumes (entiers, pelures, épluchures, coeurs, morceaux, épis de maïs);
- c) Citrouilles;
- d) Produits laitiers (fromage, yogourt, etc.);
- e) Viandes, volailles, poissons et fruits de mer;
- f) Riz, céréales, pains, pâtes alimentaires;
- g) Gâteaux, pâtisseries, tartes, muffins, bonbons;
- h) Marc de café et filtre, sachets de thé, tisane;
- i) Coquilles d'oeuf, de noix et écales d'arachides;
- j) Os et noyaux;
- k) Aliments périmés;
- l) Produits congelés;
- m) Tout aliment cru ou cuit.

Résidus verts

- n) Fleurs;
- o) Plantes;
- p) Herbes;
- q) Fruits tombés des arbres;
- r) Gazon;
- s) Plantes intérieures (sans terreau);
- t) Paille;
- u) Graminées;
- v) Résidus de jardin.

Autres matières organiques

- w) Nourriture d'animaux domestiques;
- x) Papier ou carton souillés par des matières alimentaires (assiettes de carton, boîte de pizza ou de poulet, etc.).

- y) Essuie-tout, mouchoirs de papier, serviettes de table en papier et nappe en papier;
- z) Feuilles mortes;
- aa) Litière d'animaux.

3.5 Matières prohibées

Les matières prohibées lors de la collecte municipale des matières organiques sont notamment les suivantes (liste non exhaustive) :

- a) Plaque de tourbe ou plaque de gazon;
- b) Branches, troncs, souches, bûches, racines et bois de chauffage;
- c) Arbres de Noël;
- d) Matériaux secs en vrac et les résidus des activités de construction, de rénovation ou de démolition (CRD), comprenant les résidus broyés ou déchiquetés qui ne sont pas fermentescibles et qui contiennent ou non des déchets dangereux, tels que les bois de tout genre, les débris de démolition et d'excavation, les gravats et plâtras, les pièces de béton et de maçonnerie, les morceaux de pavage, la terre, la tourbe et la poussière;
- e) Cendres et mâchefers, comprenant les produits de combustion du charbon et de bois utilisés pour la cuisine ou le chauffage, les résidus d'incinération des déchets ménagers;
- f) Mégots de cigarette;
- g) Matières dangereuses, au sens du règlement sur les déchets dangereux (L.R.Q., Q-2, r12.) et les résidus domestiques dangereux, comprenant les produits ou objets domestiques qui sont périmés ou défectueux ou encore dont on ne fait plus usage et dont l'entreposage, la manipulation et l'élimination présentent des risques pour la santé et la sécurité des personnes ou pour l'environnement, en raison de leur inflammabilité, toxicité, caractère explosif ou radioactif, pouvoir corrosif ou réactivité. Ces matières se regroupent principalement dans cinq (5) catégories : pesticides, produits nettoyants, peinture et solvants, produits liés à l'utilisation et à l'entretien de l'automobile et autres (sol contaminé, les terres et les sables imbibés d'hydrocarbures, etc.);
- h) Déchets biomédicaux et rebuts pathologiques;
- i) Couches et serviettes hygiéniques;
- j) Textile, cuir, vêtements, chaussures et tapis;
- k) Produits ménagers (ex. : savon);
- l) Poussière d'aspirateur;
- m) Roche, gravier, poussières, sable, terre et tourbe;
- n) Toutes les matières recyclables, telles que le papier propre, le carton propre, les plastiques, le métal et le verre;
- o) Vitre et céramique;
- p) Déchets, tels que décrits à l'article 5.11 du présent règlement;
- q) Matières organiques générées hors du territoire de la Ville.

3.6 PRÉPARATION DES MATIÈRES ORGANIQUES

Les matières organiques doivent être disposées dans un bac brun.

Aucune matière ne doit dépasser du bac roulant, afin que le couvercle puisse être fermé en tout temps. Les matières

organiques situées à l'extérieur du bac roulant ne seront pas collectées.

Tout élastique, étiquette, collant, corde, emballage, sac de plastique de tout genre et sachet (ex. : ketchup) doivent être retirés avant de déposer les matières organiques dans le bac brun.

Le papier et le carton souillés destinés à la collecte des matières organiques doivent être coupés en morceaux ou pliés et déposés dans le bac brun, ne laissant rien dépasser, couvercle fermé. Si le papier et le carton ne sont pas souillés, les mettre dans le bac de recyclage pour la collecte des matières recyclables.

CHAPITRE 4 : COLLECTE DES DÉCHETS

4.1 PARTICIPATION OBLIGATOIRE À LA COLLECTE DES DÉCHETS

Toute unité d'occupation doit participer au programme de collectes municipales à partir de l'année 2024. Dans le cas où des unités d'occupation autres que résidentielle (commercial, industriel, institutionnelle), celle-ci peut utiliser un service privé de collecte pour ses matières résiduelle, la municipalité de La Patrie ne chargera pas les frais pour l'année 2024 même si elle offre le service. Par contre, le commerce utilisant des services privés d'ordures devra utiliser les services municipaux pour le recyclage et le compost.

4.2 TYPE DE CONTENANTS À DÉCHETS AUTORISÉS

Seuls les contenants suivants sont admissibles pour la collecte municipale des déchets :

Tout bac roulant, de couleur autre que bleu et brun, avec prise de type européenne ou l'équivalent, d'un volume jusqu'à 360 litres pour le secteur résidentiel, destiné à la collecte mécanique. Un bac roulant bleu et un bac roulant brun ne sont pas acceptés, afin d'éviter la confusion avec les autres collectes.

Le secteur commercial, le service public ou privé, industriel peut utiliser un bac roulant d'un volume maximal de 1 100 litres pour une collecte hebdomadaire.

Seules les matières contenues dans les conteneurs autorisés ou dans des bacs roulants de 240 litres, 360 litres ou 1 100 litres de couleur verte ou noire (couleur originale, non peint) seront collectées par la Municipalité.

Les matières résiduelles spécifiquement exclues des bacs verts ou noirs sont :

- Les matières recyclables destinées au bac bleu;
- Les matières compostables destinées au bac brun;
- Les résidus destinés à l'écocentre (résidus verts, encombrants et matériaux de construction, RDD, pneus, électroniques, etc.).

4.3 ENTRETIEN DES BACS ROULANTS UTILISÉS POUR LES DÉCHETS

L'occupant doit effectuer l'entretien régulier de son bac roulant et d'assurer l'étanchéité de ce dernier. Les bacs roulants doivent être tenus en bon état, secs et propres. Le responsable désigné doit manipuler ces contenants avec précaution afin de ne pas les endommager.

4.4 DÉCHETS ACCEPTÉS LORS DE LA COLLECTE MUNICIPALE DES DÉCHETS

a) Déchets domestiques

Les matières comprenant les résidus non valorisables, les objets brisés, les matières et les plastiques non recyclables;

En dehors de la période de collecte des résidus verts : les résidus verts, tels que les rognures de gazon, feuilles mortes, résidus de jardin, résidus de plantes d'intérieures, etc.;

Les cendres éteintes, refroidies et sèches comprenant les produits de combustion du charbon et de bois utilisés pour la cuisine ou le chauffage;

b) Déchets commerciaux

Les déchets commerciaux constitués des résidus de l'activité des différents circuits de distribution et de vente de biens et/ou de services et qui sont assimilables aux déchets domestiques décrits au point a.

c) Déchets industriels Les déchets des établissements industriels provenant des activités administratives et de gestion et qui sont assimilables aux déchets domestiques décrits au point a.

d) Déchets urbains publics

Les déchets provenant des corbeilles des parcs, des rues et des places publiques, les balayures de rues et tous les autres déchets provenant des activités publiques et municipales qui sont déposés dans les conteneurs à déchets de la Ville.

4.5. MATIÈRES PROHIBÉES LORS DE LA COLLECTE MUNICIPALE DES DÉCHETS

a) Matières organiques, telles que décrites à l'article 3.4 du présent règlement;

b) Résidus verts, tels que les rognures de gazon, résidus de jardin, résidus de plantes d'intérieures, et les feuilles mortes;

c) Branches, troncs, souches, bûche et bois de chauffage et résidus de taille d'arbustes;

d) Matériaux secs et les résidus des activités de construction, de rénovation ou de démolition (CRD), comprenant les résidus broyés qui ne sont pas fermentescibles et qui ne contiennent pas de déchets dangereux, tels que le bois (de tout genre), les débris de démolition et d'excavation, les gravats et plâtras, les pièces de béton et de maçonnerie, les morceaux de pavage, isolant, bardeaux d'asphalte, terre, tourbe, roche, sable et la poussière;

e) Matières dangereuses, au sens du règlement sur les déchets dangereux (L.R.Q., Q-2, r12.) et résidus domestiques dangereux (RDD), comprenant les produits ou objets domestiques qui sont périmés ou défectueux ou encore dont on ne fait plus usage et dont l'entreposage, la manipulation et l'élimination présentent des risques pour la santé et la sécurité

des personnes ou pour l'environnement, en raison de leur inflammabilité, toxicité, caractère explosif ou radioactif, pouvoir corrosif ou réactivité. Ces matières se regroupent principalement dans cinq (5) catégories : pesticides, produits nettoyants, peinture et solvants, produits liés à l'utilisation et à l'entretien de l'automobile et autres (sol contaminé, les terres et les sables imbibés d'hydrocarbures, etc.);

f) Carcasses et pièces de véhicules automobiles;

g) Déchets liquides, de quelque nature que ce soit;

h) Déchets résultant des activités de production industrielle ou commerciale (transformation, traitement, assemblage, etc.);

i) Explosifs, armes explosives, dynamite, fusées, balles et grenades;

j) Contenants pressurisés, tels que les bonbonnes au gaz propane, les bouteilles d'acétylène, aérosol, etc.;

k) Appareils contenant des halocarbures, tels que les réfrigérateurs, climatiseurs, congélateurs, cellier, thermopompes et déshumidificateur;

l) Matières recyclables, telles que le papier, le carton, plastique #1-2-3-4-5-7, métal, verre;

m) Appareils électroniques et informatiques ou les résidus de télécommunication, information et communication (TIC), tels qu'un téléviseur, ordinateur, téléphone, radio, caméra, imprimante;

n) Pneus;

o) Cendres, qui n'ont pas été préalablement éteintes et refroidies;

p) Matières résiduelles générées hors du territoire de la Ville;

q) Déchets biomédicaux et rebus pathologiques.

CHAPITRE 5 : HORAIRE ET FRÉQUENCE DE COLLECTE

5.1 CALENDRIER MUNICIPAL POUR DÉTERMINER L'HORAIRE DES COLLECTES ET RÈGLES POUR LES BACS ROULANTS

Un calendrier municipal sera préparé et distribué à toutes les adresses civiques du territoire de la Municipalité (Ville) pour informer de l'horaire des collectes.

5.2 HORAIRE ET FRÉQUENCE DE COLLECTE

La collecte des matières recyclables s'effectue entre 5 h 30 h et 18 h, une fois aux deux semaines, selon le calendrier établi par la Municipalité de La Patrie et communiqué aux bénéficiaires de ce service.

Les matières recyclables destinées à la collecte municipale doivent être déposées au plus tôt à 19 h la veille du jour de la collecte ou au plus tard avant 5 h le jour de la collecte. Les bacs de recyclage doivent être placés de manière accessible et ordonnée en bordure de la rue ou du trottoir. Il est interdit de les placer sur le trottoir ou sur la voie publique.

5.3 LIEU D'ENTREPOSAGE DES BACS

Les bacs de recyclage doivent être enlevés au plus tard à 7 h le lendemain de la collecte et être replacés à son lieu d'entreposage, que la collecte ait été effectuée ou non par le

responsable désigné sauf si celui-ci a transmis un avis à la Municipalité de La Patrie à l'effet que la collecte est reportée en raison de bris mécanique, mauvaises conditions météo ou réseau routier non sécuritaire.

Les bacs de recyclage doivent être entreposés sur le côté ou à l'arrière de l'immeuble.

En tout temps, les matières recyclables doivent être entreposées dans le bac de recyclage, couvercle fermé, de façon à ne pas constituer une nuisance, que ce soit par l'odeur, l'accumulation, l'éparpillement des matières par le vent ou les intempéries ou la vermine.

5.4 POIDS MAXIMAL DES BACS DE 240 LITRES ET 360 LITRES

Le poids maximal d'un bac roulant de 240 litres ou de 360 litres ne doit pas excéder 100 kilogrammes pour la collecte mécanique des matières organiques. Le poids maximal de tout contenant rempli de matières organiques et destinées à la collecte manuelle est de 25 kilogrammes.

CHAPITRE 6 : COLLECTE DES ENCOMBRANTS

La Municipalité de La Patrie prendra la décision si elle offre une collecte des encombrants sur son territoire.

6.1 NOMBRE DE COLLECTES ANNUELLES

La collecte des encombrants s'effectue entre 6 h et 18 h une fois ou deux par année, selon une date établie la Municipalité de La Patrie et communiqué aux bénéficiaires de ce service.

6.2 DISPOSITION DES ENCOMBRANTS POUR LA COLLECTE

Les encombrants destinés à la collecte municipale doivent être déposés au plus tôt à 24 h la veille du jour de la collecte ou au plus tard avant 5 h le jour de la collecte. Ils doivent être placés de manière accessible et ordonnée en bordure de la rue ou du trottoir, s'il y a lieu. Il est interdit de les placer sur le trottoir ou sur la voie publique.

Tout encombrant doit être enlevé au plus tard à 7 h le lendemain de la collecte et être replacé à son lieu d'entreposage, que la collecte ait été effectuée ou non par l'entrepreneur désigné.

6.3 LIEU D'ENTREPOSAGE

En tout temps, les encombrants doivent être entreposés de façon à ne pas constituer une nuisance, que ce soit par l'accumulation ou éviter la présence de vermine. Idéalement, les encombrants doivent être protégés des intempéries.

Les encombrants doivent être entreposés sur le côté ou à l'arrière de l'immeuble.

Les encombrants doivent être enlevés au plus tard à 7 h le lendemain de la collecte et être replacés à son lieu

d'entreposage, que la collecte ait été effectuée ou non par l'entrepreneur désigné.

6.4 POIDS ET DIMENSION MAXIMAUX DES ENCOMBRANTS

Le poids maximal de tout encombrant destiné à la collecte municipale est de vingt-cinq (25) kilogrammes par item.

La dimension maximale de tout encombrant destiné à la collecte municipale est d'une longueur n'excédant pas 1,5 mètre (5 pieds) par item.

6.5 ENCOMBRANTS ACCEPTÉS LORS DE LA COLLECTE MUNICIPALE

Les encombrants d'origine domestique acceptés lors de la collecte municipale sont les suivants (liste non exhaustive) :

- a) Appareils ménagers (excluant les appareils contenant des halocarbures), tels qu'une laveuse, sécheuse, cuisinière, four à micro-ondes, aspirateur;
- b) Tapis et toiles;
- c) Meuble et mobilier, tels qu'un divan, matelas, bibliothèque, table de chevet, table et chaises;
- d) Instrument de musique, tel qu'un piano;
- e) Jouet;
- f) Réservoir d'eau chaude;
- g) Balançoire;
- h) Barbecue (excluant la bonbonne de propane);
- i) Tondeuse et souffleuse (vidées de leur huile et essence).

Malgré ce qui précède, pour être acceptés, les tapis et les toiles doivent être attachés en rouleaux, selon les dispositions énumérées à l'article 6.8 du présent règlement.

6.6 ENCOMBRANTS PROHIBÉS LORS DE LA COLLECTE MUNICIPALE

Les encombrants prohibés lors de la collecte municipale sont les suivants (liste non exhaustive) :

- a) Appareils ménagers contenant des halocarbures, tels qu'un réfrigérateur, congélateur, thermopompe, climatiseur, déshumidificateur, cellier;
- b) Résidus domestiques dangereux (RDD);
- c) Matériaux secs ou résidus de construction, rénovation et démolition (CRD), tels qu'une baignoire, cuve et bol de toilette, comptoir, armoires, planchers, douche, lavabo, portes, bois, béton;
- d) Branches, troncs, souches, bûche et bois de chauffage et résidus de taille d'arbustes;
- e) Pneus;
- f) Pièces d'automobiles;
- g) Appareils électroniques et informatiques (TIC), tels qu'un ordinateur, téléviseur, téléphone, radio, modem, photocopieur, imprimante, système GPS, clavier, souris;
- h) Spa (entier ou en morceaux) et autres articles en fibre de verre.

Les objets destinés à la collecte des encombrants doivent être disposés au même endroit que les bacs roulants. Une quantité maximale de cinq (5) mètres cubes d'encombrants

peuvent être déposés au point de collecte lors de la collecte des encombrants.

CHAPITRE 7 : OBLIGATION DES UTILISATEURS DU SERVICE

7.1 ENTRETIEN DES BACS ROULANTS

Les bacs de roulants doivent être tenus en bon état, secs et propres, couvercle fermé en tout temps afin d'éviter qu'ils se remplissent de précipitation (ex. : eau de pluie, neige, ou glace dans le fond) ou que des matières s'échappent du bac par l'action du vent. Si les bacs tombent lors de fort vent, le citoyen est responsable de les ramener en bordure de la rue ou sur le côté du bâtiment.

L'hiver, le citoyen est responsable de les déprendre de la glace, de son déneigement, de l'entretien autour des bacs de façon à ce qu'ils soient accessibles et manipulables respectivement lors de la collecte des matières recyclables et lors de la collecte des matières organiques. Si les bacs ne sont pas accessibles ou trop loin, ils ne seront pas vidés ni collectés par le responsable désigné.

En tout temps, il est strictement défendu à toute personne d'endommager, de peindre, de décorer ou d'altérer de quelque façon que ce soit un bac roulant.

CHAPITRE 8 : SERVICES DE L'ÉCOCENTRE MOBILE

La Municipalité de La Patrie offre le service d'écocentre mobile directement sur ce territoire une ou deux fois par année.

Les dates de la tenue de l'écocentre mobile sont publicisées sur le site web, les réseaux sociaux, le bulletin municipal et le journal communautaire en vigueur dans la Municipalité de La Patrie.

Les propriétaires, locataires ou résidents doivent privilégier ce service pour acheminer les matières relatives.

CHAPITRE 9 : TARIFICATION

Tout propriétaire d'un immeuble est sujet au paiement de la tarification pour les services prévus au présent règlement selon tout règlement adopté à cet effet par la Municipalité de La Patrie.

CHAPITRE 10 : VENTE DE BACS

La Municipalité de La Patrie peut vendre le bac roulant pour la collecte, quelle que soit la couleur du bac.

CHAPITRE 11 : APPLICATION DU RÈGLEMENT

L'officier responsable peut entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toutes dispositions du règlement. Malgré ce qui précède, l'officier responsable doit remettre au moins un avis d'infraction au contrevenant avant d'émettre un constat d'infraction.

CHAPITRE 12 : INFRACTIONS

Toute infraction au présent règlement constitue une nuisance et est prohibée. Constitue une infraction, notamment, le fait de :

- a) Déposer ou dissimuler à même les ordures ménagères des items tels que pneus, réservoirs, pièces d'autos ou de camions, résidus de construction et démolition, matières compostables, animaux morts, déjections animales au sens du règlement sur les exploitations agricoles, matières recyclables, RDD ou matières dangereuses et autres matières prévues aux règlements ou lois provinciales et fédérales.
- b) Fouiller dans un contenant de matières résiduelles pour y retirer des objets de valeur.
- c) Jeter, déposer, répandre ou laisser traîner des matières résiduelles dans les rues, chemins publics ou privés, places publiques, terrains vacants ou immeubles, ruisseaux, rivières, étangs, lacs ou cours d'eau.
- d) Jeter ou déposer des matières résiduelles à l'extérieur des contenants, bacs roulants, conteneurs à ordures ou à matières recyclables mêmes si ces derniers sont pleins.
- e) Renverser, détériorer ou briser un contenant, bac roulant ou conteneur.
- f) Déposer des matières liquides ou semi-liquides de quelque nature que ce soit dans des contenants.
- g) Déposer ou laisser sur les bords de la route, rue ou chemin, des sacs à ordures, sans que ces derniers soient déposés dans des contenants appropriés.
- h) Utiliser des barils, de vieux réfrigérateurs ou de vieux congélateurs pour y déposer les sacs à ordures.
- i) D'apporter ou importer des ordures ménagères, matières recyclables, détritiques ou rebuts, déchets de construction produits sur le territoire d'une autre municipalité ou ville, dans le but que lesdits items soient cueillis et disposés par la Municipalité de La Patrie ou son représentant autorisé.
- j) Jeter ou déposer des matières résiduelles dans un dépôt centralisé qui ne dessert pas spécifiquement sa propriété.
- k) Ne pas utiliser les contenants appropriés aux matières résiduelles concernées, tel que prescrit au présent règlement (incluant l'utilisation d'un bac peint).
- l) Ne pas respecter toute autre clause du présent règlement

CHAPITRE 13: DISPOSITIONS PÉNALES

13.1 INFRACTIONS ET AMENDES

Quiconque contrevient à l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais, à une amende qui ne peut être inférieure à 100 \$ et ne pouvant dépasser 500 \$ si le contrevenant est une personne physique. Dans le cas d'une personne morale, l'amende minimale ne peut être inférieure à 500 \$ et ne peut dépasser 1 000 \$.

En cas de récidive, l'amende minimale ne peut être inférieure à 500 \$ et ne peut dépasser 1 000 \$ si le contrevenant est une personne physique. Si le contrevenant est une personne morale, l'amende minimale ne peut être inférieure à 1 000 \$ et ne peut dépasser 2 000 \$.

13.2 INFRACTION CONTINUE

Si l'infraction est continue, elle constitue une infraction distincte pour chacune des journées et une amende peut être imposée pour chaque jour que dure l'infraction.

CHAPITRE 14 : ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi

2024-01-004

Résolution adoptée à l'unanimité.ⁱ

c. Adoption du R155-24 relatif à l'entretien des systèmes de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet d'une résidence isolée ;

ATTENDU QUE la municipalité désire s'assurer de l'entretien adéquat des systèmes de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet d'une résidence isolée sur le territoire de la Municipalité de La Patrie ;

ATTENDU QUE les compétences conférées à une municipalité en matière d'environnement par la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1);

ATTENDU QUE le Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (R.R.Q., c.Q-2, r.22) ;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 88 du Q-2, .22, l'administration du **Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées** revient à la municipalité locale.

ATTENDU QU'en l'absence d'un tel règlement, il est interdit d'installer un système de traitement tertiaire avec désinfection ou un système de traitement tertiaire avec déphosphatation et désinfection lorsque le moyen de désinfection est le rayonnement ultraviolet.

ATTENDU QU' une copie du présent règlement a été remise aux membres du conseil municipal au plus tard deux jours juridiques avant la présente séance ;

ATTENDU QUE tous les membres présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à sa lecture ;

ATTENDU QUE l'avis de motion du présent règlement a été dûment donné par Madame Geneviève Gilbert lors de la séance ordinaire du conseil tenue le 5 décembre 2023 et que le projet de règlement a été déposé à cette même séance.

À CES CAUSES

IL EST PROPOSÉ PAR Madame Hélène Côté Lambert
APPUYÉE PAR Madame Geneviève Gilbert

ET RÉSOLU QUE le règlement numéro 155-24 relatif à l'entretien des systèmes de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet d'une résidence

isolée soit adopté et qu'il soit ordonné et statué par ce règlement ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DU RÈGLEMENT

Le présent règlement a pour objet de fixer les modalités pour l'entretien de tout système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet d'une résidence isolée sur le territoire de La Municipalité de La Patrie.

ARTICLE 2 : PERMIS OBLIGATOIRE

Toute personne qui désire installer et utiliser un système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet visé par le Règlement Q-2, r. 22, doit obtenir préalablement un permis de la Municipalité.

ARTICLE 3 : INSTALLATION ET UTILISATION

Un système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet doit être installé par un entrepreneur autorisé et utilisé conformément aux guides du fabricant. Il doit, dans les trente (30) jours de son installation, transmettre les renseignements concernant sa localisation à la Municipalité. Il doit de plus, sur demande du ministre, lui fournir ces renseignements. Il est interdit de ne pas brancher, de débrancher ou de ne pas remplacer la lampe d'un système de désinfection par rayonnement ultraviolet.

ARTICLE 4 : OBLIGATION D'ENTRETIEN PÉRIODIQUE

4.1 Engagement contractuel obligatoire

Le propriétaire d'un système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet visé par le Règlement Q-2, r. 22, doit être lié en tout temps par contrat avec le fabricant du système, son représentant ou un tiers qualifié avec stipulation qu'un entretien minimal du système sera effectué. Une copie de ce contrat doit être déposée aux bureaux de la Municipalité ou lui être transmise par tout moyen.

4.2 Fréquence et nature des entretiens

Tout système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet doit être entretenu conformément aux guides du fabricant et, de façon minimale, selon la fréquence suivante :

a) Une (1) fois par année, alors que les opérations suivantes doivent être effectuées :

- inspection et nettoyage, au besoin, du préfiltre;
- nettoyage du filtre de la pompe à air;
- vérification du bon fonctionnement de la pompe de recirculation et de l'alarme sonore.

b) Deux (2) fois par année, alors que les opérations suivantes doivent être effectuées :

- nettoyage, ou remplacement au besoin, de la lampe à rayons ultraviolets;
- prise d'un échantillon de l'effluent du système afin d'établir la concentration en coliformes fécaux; cet échantillon doit être prélevé conformément à l'article 87.13 du Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées.

Nonobstant l'alinéa précédent, tout système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet doit être entretenu au besoin, en fonction de l'intensité de son utilisation.

Toute pièce d'un système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet dont la durée de vie est atteinte doit être remplacée.

4.3 Rapport d'analyse des échantillons d'effluent

Tout rapport d'analyse d'un échantillon de l'effluent d'un système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet, doit être conservé pour une période de cinq (5) ans.

Une copie de tout tel rapport doit être déposée aux bureaux de la Municipalité ou lui être transmise par tout moyen.

4.4 Preuve d'entretien périodique

Le propriétaire d'un système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet doit transmettre à la Municipalité, par tout moyen, une copie du certificat d'entretien que lui remet la personne autorisée suite à l'entretien.

Cette preuve d'entretien doit être transmise à la Municipalité dans les quinze (15) jours suivant l'émission de ce certificat.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DU FABRICANT DU SYSTÈME, DE SON REPRÉSENTANT OU DU TIERS QUALIFIÉ

5.1 Rapport

Pour chaque entretien d'un système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet, le fabricant du système, son représentant ou un tiers qualifié, doit fournir à la Municipalité les renseignements suivants :

- a) le nom du propriétaire et, le cas échéant, de l'occupant;
- b) l'adresse civique de l'immeuble où l'entretien a été effectué;
- c) la date de l'entretien;
- d) le type, la capacité et l'état de l'installation septique et du système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet;
- e) le cas échéant, une note à l'effet que le propriétaire ou l'occupant a refusé qu'il soit procédé à l'entretien requis;
- f) l'adresse et la signature du fabricant du système, son représentant ou le tiers qualifié qui a effectué l'entretien du système.

ARTICLE 6 : ENTRETIEN SUPPLÉTIF D'UN SYSTÈME DE TRAITEMENT TERTIAIRE AVEC DÉSINFECTION PAR RAYONNEMENT ULTRAVIOLET

6.1 Entretien confié à la personne désignée

Le propriétaire ou l'utilisateur d'un système de traitement d'eaux usées est tenu de veiller à son entretien. Lorsque la Municipalité constate qu'il y a eu défaut d'entretien, elle mandate la personne désignée pour effectuer un tel entretien. À cet effet, un avis d'au moins 48 heures est transmis au propriétaire ou à l'occupant concerné.

6.2 Procédure d'entretien

Le propriétaire doit, pendant la période fixée sur l'avis qui lui a été transmis, prendre les mesures nécessaires afin de permettre à la personne désignée d'entretenir son système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet. À cette fin, il doit notamment identifier, de manière visible, l'emplacement des ouvertures de son installation septique et dégager celles-ci de toute obstruction.

6.3 Obligations incombant à l'occupant

Le cas échéant, le propriétaire avise l'occupant du bâtiment afin que ce dernier permette l'entretien de son système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet. L'occupant est alors tenu des mêmes obligations que le propriétaire.

6.4 Paiement des frais

Le propriétaire doit acquitter les frais du service supplétif d'entretien de son système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet effectué par la Municipalité. À défaut d'effectuer ce paiement dans les délais prescrits, la Municipalité inscrira sur le compte de taxe de tout propriétaire d'un bâtiment ayant bénéficié du service municipal d'entretien supplétif et qui n'aurait pas été acquitté ces frais au moment de la préparation des comptes de taxes.

ARTICLE 7 : INSPECTION

L'officier responsable ou son représentant est autorisé à visiter et à examiner, entre 7 h et 20 h tous les jours de la semaine, tout immeuble pour s'assurer du respect du présent règlement.

Tout propriétaire ou occupant de cet immeuble doit le recevoir, lui donner accès à l'immeuble ainsi qu'à tout bâtiment s'y trouvant, et répondre à toute question relative à l'application du présent règlement.

L'officier responsable ou son représentant peut examiner toute installation septique et système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet et, à cette fin, demander que l'installation soit ouverte par le propriétaire ou l'occupant.

L'officier responsable ou son représentant exerce également un pouvoir de contrôle et de surveillance sur la personne désignée à qui la Municipalité confie l'entretien d'un système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet.

ARTICLE 8 : DISPOSITIONS PÉNALES

8.1 Contravention ou infraction

Quiconque contrevient à une disposition du présent règlement commet une infraction.

Commet également une infraction le propriétaire ou l'occupant d'une propriété immobilière ou mobilière qui cause, tolère ou laisse subsister une contravention à l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement ou dont la propriété qu'il possède, loue ou occupe n'est pas conforme à l'une des dispositions dudit règlement.

Quiconque conseille, encourage ou incite une autre personne à faire ou ne pas faire une chose qui constitue une infraction au présent règlement ou qui accomplit ou omet d'accomplir une chose ayant pour effet d'aider une autre personne à commettre une infraction commet lui-même cette infraction et est passible de la même peine que celle qui est prévue pour le contrevenant, que celui-ci ait été ou non poursuivi ou déclaré coupable.

8.2 Pénalités

8.2.1 Quiconque contrevient à une disposition du présent règlement commet une infraction. Quiconque conseille, encourage ou incite une autre personne à faire ou ne pas faire une chose qui constitue une infraction au présent règlement ou qui accomplit ou omet d'accomplir une chose ayant pour effet d'aider une autre personne à commettre une infraction commet lui-même cette infraction et est passible de la même peine que celle qui est prévue pour le contrevenant, que celui-ci ait été ou non poursuivi ou déclaré coupable.

8.2.2 Quiconque commet une première infraction est passible d'une amende d'au moins deux cents dollars (200 \$) et d'au plus mille dollars (1 000 \$) s'il s'agit d'une personne physique, et d'au moins quatre cents dollars (400 \$) et d'au plus deux mille dollars (2 000 \$) s'il s'agit d'une personne morale.

8.2.3 Quiconque commet une deuxième infraction à une même disposition dans une période de deux ans de la première infraction, est passible d'une amende d'au moins quatre cents dollars (400 \$) et d'au plus deux mille dollars (2 000 \$) s'il s'agit d'une personne physique, et d'au moins huit cents dollars (800 \$) et d'au plus quatre mille dollars (4 000 \$) s'il s'agit d'une personne morale.

8.2.4 Pour toute infraction subséquente, l'amende est d'au moins cinq cents dollars (500 \$) et d'au plus deux mille dollars (2 000 \$) s'il s'agit d'une personne physique, et d'au moins mille dollars (1 000 \$) et d'au plus quatre mille dollars (4 000 \$) s'il s'agit d'une personne morale.

8.2.5 Si une infraction se continue, elle constitue jour par jour une infraction distincte et le contrevenant est passible de l'amende chaque jour durant lequel l'infraction se continue. Au surplus et, sans préjudice des dispositions prévues au présent règlement, la Municipalité conserve tout autre recours pouvant lui appartenir.

8.3 Application

L'officier responsable ou son représentant qui est désigné par résolution du conseil est autorisé à émettre, au nom de la Municipalité, des constats d'infraction pour toute contravention au présent règlement.

8.4 Autres recours

L'émission d'un constat d'infraction en vertu du présent règlement ne prive pas la Municipalité des autres recours pouvant lui appartenir pour défaut d'accomplissement de l'une ou de l'autre des obligations imposées par le présent règlement.

ARTICLE 9 : INTERPRÉTATION

9.1 Indépendance des articles les uns par rapport aux autres

Tous les articles du présent règlement sont indépendants les uns des autres et la nullité de l'un ou de certains d'entre eux ne saurait entraîner la nullité de la totalité du règlement. Chacun des articles non invalidés continue de produire ses effets.

9.2 Définitions

Dans le présent règlement, les expressions et mots suivants signifient :

Installation septique : Tout système de traitement des eaux usées.

Occupant : Toute personne physique, notamment le propriétaire, le locataire, l'usufruitier, le possesseur, occupant de façon permanente ou saisonnière un bâtiment assujéti au présent règlement.

Officier responsable : L'officier responsable de l'application du présent règlement ou son représentant, désigné par résolution du conseil.

Personne désignée : Le fabricant du système, son représentant ou un tiers qualifié mandaté par la Municipalité pour effectuer l'entretien d'un système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet.

Propriétaire : Toute personne physique ou morale identifiée comme propriétaire d'un immeuble au rôle d'évaluation en vigueur sur le territoire de la Municipalité et sur lequel immeuble se trouve un bâtiment assujéti au présent règlement.

Résidence isolée : Une habitation unifamiliale ou multifamiliale comprenant six (6) chambres à coucher ou moins et qui n'est pas raccordée à un système d'égout autorisé en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement ; est assimilé à une résidence isolée tout autre bâtiment qui rejette exclusivement des eaux usées et dont le débit total quotidien est d'au plus 3240 litres.

Système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet : Un système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet visé au Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées. (c. Q-2, r.22)

ARTICLE 10 : ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi

2024-01-005

Résolution adoptée à l'unanimité.ⁱⁱ

d. Adoption du règlement 154-24 fixant les taux taxes et tarifications 2024 ;

ATTENDU QUE la municipalité de La Patrie a adopté son budget pour l'année financière 2024 qui prévoit des revenus au moins égaux aux dépenses qui y figurent pour un montant de 1 974 868 \$;

ATTENDU QUE l'adoption d'un tel budget nécessite des modifications dans la tarification des services municipaux et du taux de la taxe foncière pour l'année fiscale 2024 ;

ATTENDU QUE selon l'article 988 du **Code municipal**, toutes taxes doivent être imposées par règlement ;

ATTENDU QUE selon l'article 244.1 de la **Loi sur la Fiscalité municipale**, une municipalité locale peut, par règlement, imposer un tarif pour financer les services qu'elle offre ;

ATTENDU QUE selon l'article 252 de la **Loi sur la Fiscalité municipale**, une Municipalité locale peut réglementer le nombre de versements, la date des versements ainsi que les modalités d'application de l'intérêt sur les versements échus de la taxe foncière et des tarifs ;

ATTENDU QU'un avis de motion et une présentation du projet de règlement a été donné par Madame Geneviève Gilbert à la séance du 19 décembre 2023.

EN CONSÉQUENCE

Il est :

PROPOSÉ par : Monsieur Richard Blais

APPUYÉE par : Monsieur Philippe Delage

ET RÉSOLU UNANIMEMENT

QU'IL SOIT, PAR LE PRÉSENT RÈGLEMENT, DÉCRÉTÉ ET STATUÉ COMME SUIT :

ARTICLE 1 : Préambule

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante.

ARTICLE 2 : Année fiscale

Les taux de taxes et de tarifications énumérés ci-après s'appliquent pour l'année 2024.

ARTICLE 3 : Taxe générale sur la valeur foncière pour l'ensemble du territoire

Le taux de la taxe foncière générale est fixé à 0.734 cent du 100 \$ d'évaluation pour l'année 2024 conformément au rôle d'évaluation en vigueur.

ARTICLE 4 : Compensation des immeubles ayant une reconnaissance de la Commission municipale du Québec

Qu'une compensation annuelle de 0.60 cent du 100 \$ soit imposée et prélevée sur tout bien immobilier non imposable tel que défini au paragraphe 10 de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

ARTICLE 5: Compensation eau potable

Une compensation pour le service de l'eau potable est exigée de tout propriétaire, locataire ou occupant d'une maison, commerce, industrie, autres bâtiments ou institutions desservis par le réseau d'eau potable, sauf pour les immeubles décrits à l'article **204** de la Loi sur la Fiscalité municipale.

La tarification de l'eau potable du règlement #97-16 concernant les travaux rue Notre-Dame Est, est comprise dans la compensation.

Le montant de la compensation annuelle est établi en multipliant le nombre d'unités attribuées à chaque immeuble imposable selon le tableau ci-dessous par la valeur attribuée à une unité.

Cette valeur est déterminée en divisant les dépenses engagées par le nombre d'unités de l'ensemble des immeubles imposables situés sur le territoire desservi.

Tarif par unité **341.26 \$**

Catégorie d'unité (s)	Nombre d'unité (s)
Immeuble comportant moins de 10 logements	1.00 par logement
Immeuble comportant de 10 à 19 logements	0.75 par logement
Immeuble comportant 20 logements et plus	0.50 par logement
Point de services à l'intérieur d'un logement (sans installation distincte)	0.30
Gîte	1.00
Salon de coiffure, esthétique, massothérapeute	1.00
Service de télécommunication	1.00
Autre commerce	1.50
Dépanneur	2.00
Quincaillerie	2.00
Garage	3.00
Institution	3.00
Épicerie	4.00
Hôtel	5.00
Restaurant	5.00
Industrie fabrication de guitares	6.00

Industrie de séchage et débitage de bois	10.00
Service collectif public	56.00

ARTICLE 6 : Compensation eau usée

Une compensation pour le service de l'eau usée est exigée de tout propriétaire, locataire ou occupant d'une maison, commerce, industrie, autres bâtiments ou institutions desservis par le réseau d'égout sur le territoire de la municipalité, sauf pour les immeubles décrits à l'article **204** de la **Loi sur la Fiscalité municipale**.

Le montant de la compensation annuelle est établi en multipliant le nombre d'unités attribuées à chaque immeuble imposable selon le tableau ci-dessous par la valeur attribuée à une unité. Cette valeur est déterminée en divisant les dépenses engagées par le nombre d'unités de l'ensemble des immeubles imposables situés sur le territoire desservi.

Tarif par unité **202.61 \$**

Catégorie d'unité (s)	Nombre d'unité (s)
Immeuble comportant moins de 10 logements	1.00 par logement
Immeuble comportant de 10 à 19 logements	0.75 par logement
Immeuble comportant 20 logements et plus	0.50 par logement
Point de services à l'intérieur d'un logement (sans installation distincte)	0.30
Gîte	1.00
Salon de coiffure, esthétique, massothérapeute	1.00
Service de télécommunication	1.00
Autre commerce	1.50
Dépanneur	2.00
Quincaillerie	2.00
Garage	3.00
Institution	3.00
Épicerie	4.00
Hôtel	5.00
Restaurant	5.00
Industrie fabrication de guitares	6.00
Industrie de séchage et débitage de bois	10.00
Service collectif public	56.00

ARTICLE 7 : Tarifification pour la gestion des boues de fosses septiques

Afin de pourvoir au coût qu'exige la quote-part de la MRC du Haut-St-François pour le mesurage, la cueillette, le transport et le traitement des boues de fosses septiques, il est aussi, par le présent règlement, imposé et il sera prélevé, pour l'année 2024, une compensation annuelle selon les tarifs établis par la MRC du Haut-Saint-François, pour la gestion des boues de fosses septiques à chaque propriétaire d'un immeuble imposable permanent ou saisonnier desservi par ce service situé sur le territoire du secteur de la campagne de la municipalité. Le service de vidange des fosses septiques est donné en respectant le calendrier établi par la MRC du Haut-Saint-François.

★ La tarification sera sur une valeur identique pour tous, soit

90.00 \$ par vidange.

- ★ Fosse scellée : une vidange aux 2 ans est comprise dans le compte de taxes.
- ★ Puisard et conventionnelle : une vidange aux 2 ans est comprise dans le compte de taxes

Pour vidange supplémentaire, le principe utilisateurs-payeurs sera appliqué, donc facturé en surplus la même année.

ARTICLE 8 : Compensation pour la collecte, le transport et la destruction des **ordures ménagères**

Une compensation pour la collecte, le transport et la destruction des ordures ménagères est exigée à tout propriétaire, commerce léger, autres bâtiments, institutions ou industries desservis par le service de collecte, de transport et de destruction des ordures ménagères sauf pour les immeubles décrits à l'article **204** de la **Loi sur la Fiscalité municipale**. Le montant de la compensation est défini selon le nombre et le type de bac que le client a en sa possession.

Le montant de la compensation annuelle par bac de 360L ramassé aux 4 semaines est établi à **154.42 \$**/ bac de 360L.

Le montant de la compensation annuelle par bac de 1100L (format commercial) ramassé une fois semaine, est établi à **1463.76\$** / bac de 1100litres.

Les commerces, institutions, industries ou autres bâtiments peuvent être desservie par un service privé. Cependant celui-ci devra prendre en charge la totalité des frais de collecte et de destruction des ordures ménagères.

ARTICLE 9 : Compensation pour la **collecte sélective**

Une compensation pour la collecte sélective est imposée à tout propriétaire, locataire ou occupant d'une maison, commerce, industrie, autres bâtiments ou institution desservis sur le territoire, sauf pour les immeubles décrits à l'article **204** de la **Loi sur la Fiscalité municipale**.

Le montant de la compensation annuelle est établi à chaque immeuble imposable selon le nombre et le type de bac que le client a en sa possession.

Le montant de la compensation annuelle par bac de 360L ramassé aux 2 semaines est établi à **90.54 \$**/ bac de 360L.

Le montant de la compensation annuelle par bac de 1100L (format commercial) ramassé une fois semaine, est établi à **822\$** / bac de 1100litres.

Les commerces, institutions, industries ou autres bâtiments peuvent être desservie par un service privé. Cependant celui-ci devra prendre en charge la totalité des frais de collecte et de disposition des matières de la collecte sélective.

ARTICLE 10 : Compensation pour la collecte de **matières compostables**

Une compensation pour la collecte de matières compostable est imposée à tout propriétaire, locataire ou occupant d'une maison, commerce, industrie, autres bâtiments ou institution desservis

sur le territoire, sauf pour les immeubles décrits à l'article **204** de la **Loi sur la Fiscalité municipale**.

Le montant de la compensation annuelle est établi à chaque immeuble imposable selon le nombre de bac que le client a en sa possession.

Le montant de la compensation annuelle par bac de 360L ramassé aux 4 semaines est établi à **57.19 \$/ bac de 360L**.

Les commerces, institutions, industries ou autres bâtiments peuvent être desservie par un service privé. Cependant celui-ci devra prendre en charge la totalité des frais de collecte et de disposition des matières compostables.

ARTICLE 11 : Tarifcation de licence de chien

Frais de licence de chien	20.00 \$
Avec preuve du certificat de vaccination	15.00 \$

ARTICLE 12 : Frais d'administration

Des frais d'administration de 15 \$ sont exigés pour toutes lettres recommandées envoyées pour le recouvrement des sommes dues, dernier avis pour la vente pour taxe, avis du non-respect aux règlements en vigueur, etc.

ARTICLE 13 : Frais pour demande de recherche autre que pour les permis.

Pour toutes demandes diverses au dossier matriculèrent, CPTAQ, et toutes autres demandes de recherche ou expertise faite à l'inspecteur municipal par différents professionnels tels les notaires, institution financière, courtiers immobiliers, citoyens et tous autres demandeurs impliquant une recherche et une analyse, un montant de 100 \$ sera exigé.

ARTICLE 14 : Tarif pour location de locaux

Le tarif exigé pour la location d'un local ou d'un bien est le suivant :

Centre communautaire local 101 Résident et non-résident	35.00 \$	Dépôt ménage :30 \$
Centre communautaire grande salle Résident	90.00 \$	Dépôt ménage :60 \$
Non-Résident	120.00 \$	
FADOQ Résident	90.00 \$	Dépôt ménage :60 \$
Non-Résident	120.00 \$	
Salle municipale Résident	120.00 \$	Dépôt ménage :60 \$
Non-résident	200.00 \$	
Chaise salle municipale	1 \$/chacune	
★ Table	10 \$ chacune	+20 \$ dépôt par table
★ Abri-bois	350.00 \$/3 j	+200 \$ dépôt garanti
	150.00 \$/j	De 8 à 20 heures,200 \$ dépôt garanti
	75 \$/qq heures	6 heures consécutives+200 \$ dépôt garanti
Organismes communautaires et OBNL locaux : Gratuité pour location de salles et local 101 du centre communautaire. Le frais de dépôt sera toutefois exigé selon le taux déterminé plus haut pour chacun des locaux.		
Tennis		

Gratuit pour les Non-Résidents et les Résidents
 Les personnes pourront se doter d'une carte membre TENNIS au coût de 20 \$ afin d'obtenir la priorité d'accès sur toutes autres personnes pour le terrain de tennis, au bureau municipal.

★ Un dépôt sera exigé et devra être payé lors de la réservation. Cette somme sera remise après la vérification des lieux ou des biens loués si celui-ci est remis dans l'état initial et sans aucun bris.

Des conditions s'appliquent pour toute réservation et sont indiquées sur le contrat ou le formulaire à cet effet.

ARTICLE 15 : Tarif pour photocopies et fax

Les tarifs exigés pour les photocopies sont les suivants :

DE 000 À 100 par photocopies	0.25 \$
DE 101 À 200 par photocopies	0.15 \$
DE 201 À 300 par photocopies	0.10 \$
Photocopies couleur	Tarif double
Télécopies locales	1.00 \$
Télécopies interurbaines	2.00 \$

- Les organismes locaux sont exemptés des frais de copie

ARTICLE 16 : Tarif pour Épinglette et Écusson municipal

Épinglette	
Citoyens	Gratuit
Non-citoyens	5 \$ sans frais poste
Non-citoyens	7.50 \$ incluant frais poste
Écusson	
Citoyens	11 \$
Non-citoyens	11 \$
Non-citoyens	16 \$ incluant frais de poste

ARTICLE 17 : Tarif pour publication Jaseur municipal

Page	Nbr Parution	Prix
1 page	1 X	15.00 \$
1 demi-page	1 X	10.00 \$
Petite annonce	1X	2.00 \$
Carte prof.	1X	5.00 \$
	5X	15.00 \$
	10X	25.00 \$
Organisme	---	Gratuit
Site Web et Facebook	---	Gratuit

ARTICLE 18 : Tarif pour location projecteur

Nombre de jour location	Montant
20 \$ par jour de location avec dépôt de 60 \$ obligatoire.	

ARTICLE 19 : Tarif pour mariage civil
 Pour les mariages célébrés à l'hôtel de ville, des frais de 250\$ seront exigés.

ARTICLE 20 : Demande d'utilisation de véhicule citerne incendie

Pour les demandes de service de citerne du service incendie, des frais de 100\$ par pompier par bloc de 3 heures seront exigés.

ARTICLE 21 : Paiement par versement

Les modalités de paiement des taxes et compensations prévues sont les suivantes :

Pour tout compte de taxes dont le total n'excède pas 300 \$, le compte doit être payé en un seul versement avant le 28 mars de l'année en cours ;

Pour tous les comptes de taxes dont le total est supérieur à 300 \$, le débiteur peut les payer, à son choix, en quatre versements égaux, le premier versement étant dû le 28 mars, le deuxième versement étant dû le 30 mai, le troisième versement étant dû le 1er août et le quatrième et dernier versement étant dû le 3 octobre de l'année en cours.

ARTICLE 22 : Modification au rôle d'évaluation

Les règles prescrites par l'article 20 s'appliquent au supplément de taxes municipales ainsi qu'à toutes taxes exigibles à la suite d'une modification au rôle d'évaluation sauf que l'échéance du premier versement sera de trente jours après l'envoi du compte, le second versement, s'il y a lieu, soixante jours après le dernier jour ou peut être fait le premier versement, le troisième versement, soixante jours après le dernier jour ou peut être fait le deuxième versement et le quatrième versement, soixante jours après le dernier jour ou peut être fait le troisième versement.

ARTICLE 23 : Paiement exigible et taux d'intérêt

Lorsqu'un versement est passé dû, un taux d'intérêt de **12 %** annuel devient immédiatement exigible, uniquement sur la partie des taxes et/ou tarifications dues.

ARTICLE 24 : Entrée en vigueur du règlement

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

2024-01-006 Résolution adoptée à l'unanimité.ⁱⁱⁱ

e. Dépôt du rapport concernant le Règlement 101-18 sur la gestion contractuelle ;

Dépôt du rapport sur le Règlement 101-18 sur la gestion contractuelle tel que l'article 938.1.2 du Code municipal qui mentionne que l'application du règlement sur la gestion contractuelle n'a soulevé aucune problématique ou situation particulière pour l'année 2023.

Les membres du conseil prennent connaissance du présent dépôt.

9. Développement et projets spéciaux ;

AUCUN

10. Administration

- a. Rapport du directeur général et greffier-trésorier ;

REPORTÉE

- b. Dépôt – Réponse du comité d'évaluation – Municipalité amie des enfants ;

REPORTÉE

- c. Dépôt – retour de compost pour les municipalités ;

REPORTÉE

- d. Annuaire des Subventions au Québec édition 2024 ;

REPORTÉE

- e. Dépôt – prévision budgétaire – Travaux chemin Quatre Milles 2024 ;

REPORTÉE

- f. Défi château de neige – offre de cadeaux ;

REPORTÉE

- g. Campagne de l'Association pulmonaire du Québec « Villes et municipalités contre le radon » ;

REPORTÉE

- h. Proclamation de la *journée nationale de promotion de la santé mentale positive* ;

REPORTÉE

- i. Invitation – Démarche de concertation pour le développement des sentiers pédestres en Estrie ;

REPORTÉE

- j. Invitation – Hydro-Québec – Webinaire pour les administrations municipales sur le contexte énergétique au Québec ;

REPORTÉE

- k. Invitation au Rendez-vous Climat Agir pour la santé de nos communautés – CRE Estrie ;

REPORTÉE

- l. Entériner Invitation – Grande rencontre ruralité – Corporation de développement communautaire du HSF ;

REPORTÉE

- m. Adhésion au réseau – Rues principales ;

REPORTÉE

- n. Comité du 150^e – Besoins financier ;

REPORTÉE

- o. Autorisation - fin de la compensation employée # 1030 ;

REPORTÉE

- p. Invitation atelier sur le bien-être et la résilience ;

REPORTÉE

11. Urbanisme

- a. Estimation – Finalisation du plan de zonage et réalisations ;

REPORTÉE

12. Agent de développement

- a. Dépôt – Rapport de l'agent de développement ;

REPORTÉ

13. Loisirs et culture

- a. École Notre-Dame-de-Lorette – Demande de gratuité Abri-bois ;

REPORTÉE

b. Subvention pour activités sportives dans le HSF ;

REPORTÉ

La direction générale apportera une proposition de subvention aux membres du conseil au prochain atelier.

14. Dépôt de la correspondance

Les membres du **Conseil** ont pris connaissance de la correspondance reçue durant le mois et celle-ci est déposée aux archives.

15. Correspondances à répondre

16. Varia

17. Présentation des comptes

Sur la proposition de Madame Hélène Côté Lambert, le **Conseil de la Municipalité de La Patrie** approuve la liste des chèques émis totalisant 346 224.70 \$, Référence aux numéros de chèque 202300844 à 202400049 et référence aux chèques numéros 12042 à 12099 et les chèques numéros 202300558 à 202400033 et autorise le directeur général et greffier-trésorier à effectuer le paiement de ces comptes à qui de droit. Les dépenses autorisées en vertu du règlement 102-18 - Règlement décrétant la délégation de compétence de la part du conseil aux officiers municipaux et du suivi budgétaire totalises un montant de 8 341.96 \$

2024-01-007 **Résolution adoptée à l'unanimité.**

18. Rapport de la mairesse

Aucun rapport provenant de la mairesse.

19. Période de questions

Le directeur général répond aux questions concernant l'abri-bois ainsi que le parc Armand-Prévost.

20. Fermeture de la séance

Sur la proposition de Monsieur Philippe Delage, il est **résolu** unanimement de lever la séance à 19 h.

2024-01-008 **Résolution adoptée à l'unanimité.**

Johanne Delage
Mairesse

Antoine Prévost
Directeur général,
Greffier-trésorier

Je, **Johanne Delage**, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du *Code municipal*.

Johanne Delage, Mairesse

- ⁱ 2024-01-25 – Avis public mis et impression du règlement au livre noir;
- ⁱⁱ 2024-01-25 – Avis public mis et impression du règlement au livre noir;
- ⁱⁱⁱ 2024-01-25 – Avis public mis et impression du règlement au livre noir;